



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 17 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLLECTES VALORISATION ÉNERGIE DÉCHETS - COVED**

51 Rue de la paix

Richwiller

Références : 0003013105\_2026\_02\_10\_COVED\_VISuiEch  
Code AIOT : 0003013105

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ÉNERGIE DÉCHETS - COVED implanté 51 RUE DE LA PAIX 68120 Richwiller. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrivait dans la suite de l'inspection du 24 juin 2025 relative à la prévention des risques d'incendie dans le secteur du tri, transit et regroupement de déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLLECTES VALORISATION ÉNERGIE DÉCHETS - COVED
- 51 RUE DE LA PAIX 68120 Richwiller
- Code AIOT : 0003013105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une station de tri et transit de déchets.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Prévention des incendies

**Référentiel utilisé :**

- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 3.5	Sans objet
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 3.7	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 4.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité sur les trois points contrôlés, qui étaient en situation de non-conformité lors de la précédente inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <i>En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.[...]</i>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 24 juin 2025, il était constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un état des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) stockés mis à jour de manière hebdomadaire pour tous les déchets (et de manière quotidienne pour les déchets dangereux), mais qu'il avait toutes les données à disposition à travers son logiciel interne.

<p>L'inspection avait proposé à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.</p> <p>En date du 24 juillet 2025, l'exploitant a transmis le tableau d'état des stocks quotidien depuis le début de l'année 2025, indiquant avoir mis en place un registre d'état des stocks quotidien.</p> <p>L'Inspection n'a pas porté à la signature de M. le Préfet le projet d'arrêté portant mise en demeure.</p> <p>Lors de l'inspection du 10 février 2026, il est constaté que l'exploitant a mis en place un registre automatisé, sur la base des informations dont il dispose par ailleurs (bons de pesées, ...) actualisé quotidiennement des volumes et des tonnages de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>Il est constaté, par sondage, la cohérence des informations entre l'état des stocks et les stocks de DEEE présents physiquement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Déchets susceptibles de contenir des batteries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><b>Séparation des flux de déchets :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 24 juin 2025, il était constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), contenant ou non des batteries et sortis de la chaîne de tri de la collecte sélective, étaient entreposés dans des caisses plastiques pour collecte par un éco-organisme. Il était également constaté que les DEEE susceptibles de contenir des batteries au lithium n'étaient pas séparés des autres DEEE, ce qui constituait une non-conformité. L'inspection avait proposé à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.</p> <p>L'exploitant a rappelé en date du 24 juillet 2025, que les DEEE issus des flux de collecte sélective sont issus d'erreurs de tri des particuliers, que l'éco-organisme avec lequel il a contractualisé pour ce flux ne prévoit pas de séparation ou de tri avant collecte par celui-ci, les DEEE collectés étant tous considérés comme des petits appareils en mélange (PAM). Il n'a donc pas réalisé d'actions en ce sens.</p> <p>L'Inspection en a pris acte et n'a pas porté à la signature de M. le Préfet le projet d'arrêté portant mise en demeure.</p> <p>Lors de l'inspection du 10 février 2026, il est constaté que l'exploitant sépare néanmoins les DEEE pouvant contenir des batteries de ceux n'en contenant pas.</p> <p>Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p> </li> </ul>

- **Entreposage :**

Lors de l'inspection du 24 juin 2025, il était constaté que les flux de DEEE présents dans l'installation, constitués par les trois types de flux ci-après se situaient à proximité immédiate de voies de service pouvant être au besoin empruntées par des camions et des chariots élévateurs, qu'aucune protection n'était mise en place pour éviter l'absence d'endommagement lors d'opérations de manutention et que cela constituait une non-conformité :

- les fûts contenant les batteries au Lithium et piles en mélange issues du tri des DEEE à l'arrivée sur site ;
- les petits appareils ménagers contenant des batteries au lithium dont l'extraction nécessiterait une opération spécifique ;
- les DEEE issus de la chaîne de tri de la collecte sélective pouvant contenir des batteries au lithium.

L'inspection avait proposé à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.

L'exploitant a indiqué en date du 24 juillet 2025, que :

- les fûts de piles et batteries étaient désormais stockés dans un conteneur maritime, à l'abri d'un éventuel endommagement lors de la manutention ;
- les petits appareils ménagers contenant des batteries au lithium dont l'extraction nécessiterait une opération spécifique étaient désormais entreposés le long de blocs béton, l'exploitant s'engageant à compléter les blocs béton pour former une alvéole et ainsi éviter un potentiel endommagement lors de la manutention, bon de commande à l'appui ;
- que les DEEE issus de la chaîne de tri de la collecte sélective pouvant contenir des batteries au lithium étaient désormais protégés par des blocs béton tout autour.

L'Inspection a pris acte des engagements de l'exploitant pour se conformer à ce point et n'a pas porté à la signature de M. le Préfet le projet d'arrêté portant mise en demeure.

Lors de l'inspection du 10 février 2026, il est constaté que :

- les fûts de piles et batteries sont toujours stockés dans un conteneur maritime, à l'abri d'un éventuel endommagement lors de la manutention, que de la vermiculite est présente dans les fûts de batterie afin de minimiser l'impact d'un départ de feu ;
- les petits appareils ménagers contenant des batteries au lithium dont l'extraction nécessiterait une opération spécifique sont dans une alvéole telle que prévue lors de l'engagement de l'exploitant du 24 juillet 2025 ;
- que les DEEE issus de la chaîne de tri de la collecte sélective pouvant contenir des batteries au lithium sont protégés par des blocs béton et séparés comme indiqué au paragraphe "séparation des flux de déchets".

L'exploitant s'est conformé aux demandes issues de l'inspection du 24 juillet 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - point 4.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.*

*Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.*

*Il comprend au minimum :*

*[...]*

*- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.*

**Constats :**

Lors de l'inspection du 24 juin 2025, il était constaté qu'il manquait dans le plan de défense contre l'incendie (PDI) la *"justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement"*.

En particulier, une liste de personnes était présente mais les dates de formations ainsi que la justification de leurs compétences ne figurait pas dans le document.

Au 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis une version mise à jour de son plan de défense contre l'incendie datée du 15 septembre 2025. Il est constaté que le plan comporte désormais une liste de personne formée mise à jour avec les dates de formation et les moyens incendies sur lesquels ils sont formés (RIA, extincteurs, ...).

Lors de l'inspection du 10 février 2026, il est constaté que la formation incendie précitée a porté sur l'intégralité des moyens incendie présents sur site.

Il est consulté par sondage une attestation de formation d'un opérateur présent dans la liste des personnes formées. L'opérateur a été formé à nouveau fin 2025, après la mise à jour du PDI qui fait figurer une date plus ancienne de formation (2023).

L'exploitant indique qu'il effectue une mise à jour annuelle du plan de défense contre l'incendie et qu'il intégrera les dates de formation dans la liste mise à jour à cette occasion.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite